



CULTURE



COMMUNIQUÉ CONJOINT ALTERNATIVE POLICE & SCSi-CFDT & CFDT-CULTURE

Vol du Louvre : un même constat, une même urgence : la sécurité ne se décrète pas sans moyens humains



Le vol survenu le 19 octobre au musée du Louvre n'est pas un simple incident. Il révèle, avec une force symbolique et un écho mondial, la fragilité du modèle sécuritaire français : celui des promesses politiques de « plus de sécurité » portées par des effectifs toujours plus contraints.

Quelques mois seulement après les Jeux olympiques de Paris, présentés comme la vitrine d'une organisation exemplaire, la réalité du terrain rattrape les discours. Au Louvre comme dans les commissariats et les brigades, les femmes et les hommes chargés de la surveillance, de la prévention et de la protection travaillent avec des moyens humains insuffisants, souvent à la limite de la rupture.

Le Louvre accueille près de 9 millions de visiteurs par an, pour environ 1 000 agents de surveillance. Cela représente un agent pour environ 1 000 visiteurs. À l'échelle nationale, la police et la gendarmerie comptent environ 220 000 agents pour 68,6 millions d'habitants, soit un agent pour 311 habitants, ratio encore plus important si on ne tient compte que des agents dédiés spécifiquement à des missions de

surveillance de l'espace public. Dans les deux cas, le constat est le même : plus de missions, plus d'attentes, plus de risques... mais pas plus de bras.

La sécurité ne se décrète pas ; elle se construit, avec des femmes et des hommes. La vidéo-surveillance et les dispositifs technologiques peuvent soutenir, mais jamais remplacer, la présence humaine.

Protéger un musée, une œuvre, une ville ou un citoyen exige de la compétence, de la formation et surtout du temps humain disponible.

ALTERNATIVE POLICE, LE SCSi-CFDT ET LA CFDT-CULTURE APPELLENT ENSEMBLE À UN PLAN INTERMINISTÉRIEL POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PATRIMONIALE, FONDÉ SUR CINQ PRIORITÉS :

- Des effectifs renforcés et stabilisés, avec une trajectoire pluriannuelle de recrutement et de fidélisation ;
- Une articulation claire entre présence humaine et outils technologiques (vidéoprotection, contrôle d'accès, supervision) ;
- Une politique de formation et de prévention commune à l'ensemble des métiers de la sécurité ;
- Le renforcement des moyens des services spécialisés de lutte contre le trafic de biens culturels et de la filière police judiciaire compétente ;
- Un plan d'attractivité pour les missions de sûreté (conditions d'exercice, compensation des sujétions, paiement des heures supplémentaires et repos garantis).

Le vol du Louvre doit être un électrochoc utile, pas un simple fait divers. Il rappelle que la sécurité n'est pas un coût mais un bien commun, au cœur du pacte républicain